

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
10 rue de l'Amiral Courbet
65017 Tarbes

Tarbes, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TARMAC Aérosave SAS

l'Aérodrome-Aéroport TLP
65380 Azereix

Références : 2024-0545-DP
Code AIOT : 0006805749

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2024 dans l'établissement TARMAC Aérosave SAS implanté l'aérodrome 65380 Azereix. L'inspection a été annoncée le 11/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre des actions nationales relatives à la traçabilité des déchets et aux substances PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TARMAC Aérosave SAS
- l'aérodrome 65380 Azereix
- Code AIOT : 0006805749

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TARMAC AEROSAVE a développé sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun et dans la zone Aéroportuaire de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, un procédé industriel de déconstruction d'avions associé à des activités de stockage et de maintenance d'aéronefs. Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 12 juin 2007 complété par plusieurs arrêtés complémentaires dont l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 relatif à l'extension du site.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Section 1 - Article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Sans objet
5	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
6	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
7	Qualifications pour réaliser les campagnes	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'analyse		
9	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démontré pour chaque point de contrôle le respect de la réglementation qui lui est applicable. Cependant, l'exploitant doit estimer le volume journalier rejeté lors des campagnes d'analyse des PFAS et rechercher l'origine des concentrations mesurées en Perfluoro-4-ethylcyclohexanesulfonate au point de rejet n°2. Ces points sont détaillés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : 2711-2 (tri, transit regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques) : 500 m ³ 2712-2 (entreposage, dépollution, démontage ou découpage de moyen de transport hors d'usage) : 4 800 m ² 2713-1 (tri, transit, regroupement de métaux) : 210 m ² 2714-2 (tri, transit, regroupement de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, etc.) : 500 m ³ 2716-1 (tri, transit, regroupement de déchets non dangereux) : 7 000 m ³ 2718-1 (tri, transit, regroupement de déchets dangereux) : 10 tonnes 2791-1 (traitement de déchets non dangereux) : 10 tonnes / jour 2930-1-a (réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur) : 19 300 m ² 2930-2-a (application de peinture) : < 250 kg/jour 2940-2-a (application de peinture) : < 255.6 kg/jour 2560-B-2 (travail mécanique des métaux) : 1 000 kW 2910-A-2 (combustion) : 5 MW 1532-2-b (stockage de bois ou matériaux combustibles analogues) : 1 122 m ³ 2564-1-c (dégraissage) : 250 L
Constats : Les déchets regroupés sur le site sont ceux produits en interne. Aucune activité de tri, transit,

regroupement de déchets n'est exploitée par la société TARMAC AEROSAVE. De ce fait, le classement sous les rubriques 2711, 2713, 2714, 2716 et 2718 n'est pas approprié. Par ailleurs, l'activité liée à l'application de peinture sur des avions en maintenance et sur des avions neufs n'est pas exploitée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, **sous un délai d'un mois**, transmettre à l'Inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance présentant la mise à jour de la situation administrative actuelle au regard de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er avril 2021. Ce dossier précisera également les évolutions futures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Section 1 - Article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

<p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets sortants a été consulté. Ce dernier ne mentionne pas la totalité des informations relatives à l'origine du déchet, notamment l'adresse et le numéro de SIRET du producteur du déchet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, compléter son registre des déchets sortants avec l'adresse et le numéro de SIRET du producteur du déchet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a démontré la bonne utilisation de l'application Trackdéchets. L'Inspection a procédé au contrôle, par sondage, de deux bordereaux de suivi de déchet</p>

<p>dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bordereau relatif à l'évacuation d'huiles usagées par la société CHIMIREC DARGELOS ; • un bordereau relatif à l'évacuation de déchets hydrocarburés par la société SARP SUD-OUEST. <p>La consultation de ces documents n'appelle aucune remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNTDS) a été consulté lors de l'inspection.</p> <p>Ce dernier n'est ni complété de manière automatique par l'application Trackdéchets, ni renseigné par l'exploitant.</p> <p>Les échanges de l'exploitant avec le service support du RNTDS ont été consultés lors de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, s'assurer de la bonne transmission des données saisies dans l'application Trackdéchets vers le Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNTDS).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit également téléverser les données relatives aux terres excavées entre les mois de novembre 2023 et janvier 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport du bureau d'études ANTEA, du 04 juillet 2024, relatif à l'identification des PFAS a été consulté.</p> <p>L'établissement TARMAC AEROSAVE a établi la liste des substances PFAS utilisés, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que les substances PFAS produites par dégradation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a vérifié les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la campagne d'analyses a été réalisée sur deux points de rejet : <ul style="list-style-type: none"> point n° 1 : rejet aval charbon actif ; point n° 2 : ruissellement parking P1, P2, P3 ; tous les paramètres obligatoires ont fait l'objet d'analyses (20 substances PFAS + méthode AOF) ainsi que 18 paramètres complémentaires pour le point n°1 et 8 paramètres complémentaires pour le point n° 2 ; les analyses ont été effectuées en juillet, septembre et octobre 2024.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'organisme mandaté pour les prélèvements, IRH ingénieur conseil, est accrédité. L'organisme mandaté pour les analyses, EUROFINS, est accrédité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Exigences pour le prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p>

<p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés de manière homogène, par prélèvements ponctuels selon la norme FD T90-523-2, dans des conditions normales de fonctionnement de l'installation. Certains résultats d'analyses ne mentionnent pas le volume journalier rejeté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, évaluer le volume moyen journalier d'eaux rejetées (m^3/j) au niveau des points de rejet n°1 et n°2 ayant fait l'objet des campagnes d'analyses sur les substances PFAS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 $\mu g/L$ est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les limites de quantification des rapports d'analyses ne dépassent pas celles fixées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.</p> <p>Cependant, la limite de quantification du paramètre AOF a été augmentée (passage de 2 à 4 $\mu g/l$) sur le point n° 1 (rejet aval charbon actif), uniquement pour l'analyse du mois de septembre (prélèvement 2/3), en raison du caractère particulier de la matrice (problème interne au laboratoire).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La restitution des résultats des campagnes de prélèvements des mois de juillet, de septembre et d'octobre a été effectuée dans GIDAF. Les rapports d'analyses transmis sont complets. Des résultats sont supérieurs aux limites de quantification :</p> <ul style="list-style-type: none"> • point n° 1 : <ul style="list-style-type: none"> ◦ <u>octobre</u> : produit de base A : 140 ng/L pour une limite de quantification fixée à 10 ng/L ; ◦ <u>octobre</u> : produit de base B : 410 ng/L pour une limite de quantification fixée à 10 ng/L ; <p>Ces substances sont caractéristiques des extincteurs à poudre. Une intervention nécessitant l'utilisation de deux extincteurs à poudre d'un litre a eu lieu le 21 août 2024 sur la zone concernée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • point n° 2 : <ul style="list-style-type: none"> ◦ <u>juillet</u> : Perfluoro-4-ethylcyclohexanesulfonate : 1200 ng/L pour une limite de quantification fixée à 1 ng/L ; ◦ <u>septembre</u> : Perfluoro-4-ethylcyclohexanesulfonate : 420 ng/L 1200 ng/L pour une limite de quantification fixée à 1 ng/L ; ◦ <u>octobre</u> : Perfluoro-4-ethylcyclohexanesulfonate : 690 ng/L 1200 ng/L pour une limite de quantification fixée à 1 ng/L. <p>Le Perfluoro-4-ethylcyclohexanesulfonate semble trouver son origine dans les liquides hydrauliques et les liquides de freinage pour l'aéronautique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procéder à une analyse au point de rejet n°1 des paramètres produit de base A et produit de base B ; • définir des actions pour rechercher l'origine des concentrations mesurées en Perfluoro-4-ethylcyclohexanesulfonate au point de rejet n°2 et rechercher des actions pour réduire voir supprimer sa présence dans les effluents aqueux.
Type de suites proposées : Sans suite